

## Hors des sentiers battus : la ville de Marash

Après la reddition de [l'Empire ottoman](#) aux [Alliés](#) en octobre 1918, la ville de Marash avait fait l'objet de l'occupation conjointe des armées britanniques et française (cette dernière étant composée en grande partie d'Arméniens de la [légion arménienne Français](#)). En février 1919, le maréchal [Edmund Allenby](#) nomma un certain nombre d'officiers Français pour superviser l'administration de la région de [Cilicie](#) et le rapatriement de dizaines de milliers d'Arméniens déportés pendant la guerre au cours du génocide[10]. En quelques mois, environ 150 000 Arméniens ont été rapatriés, dont 20 000 originaires de Marash. <sup>[11]</sup>

Dans les mois qui ont suivi la fin de la guerre, la Cilicie était également devenue une source de différend entre les Britanniques et les Français, qui aspiraient tous deux à établir une influence dans la région. Le gouvernement britannique, cependant, subit de fortes pressions intérieures pour retirer et démobiliser ses forces au Moyen-Orient et, le 15 septembre 1919, le Premier ministre [David Lloyd George](#) accepte à contrecœur une proposition du Premier ministre Georges [Clemenceau](#) visant à faire en Français officiellement prendre le contrôle de la Cilicie. Le transfert de commandement eut lieu le 4 novembre, mais la promesse du maréchal [Ferdinand Foch](#) de renforcer les forces existantes dans la région avec au moins 32 [bataillons](#) d'infanterie, 20 [escadrons](#) de cavalerie et 14 [batteries d'artillerie](#) n'a pas été tenue. Les Français unités étaient ainsi privées de voitures blindées et de support aérien et manquaient d'armes automatiques, d'artillerie lourde et même d'émetteurs sans fil et [de pigeons porteurs](#). <sup>[12]</sup>

## Mouvements nationalistes turcs



La ville de [Marash](#) était située à [Alep Vilayet](#).

La rivalité anglo-française avait conduit au renforcement [du Mouvement national turc](#) sous la direction de Mustafa [Kemal Pacha](#). Atatürk avait dénoncé l'occupation alliée de la Cilicie en novembre 1919 et les forces qui lui étaient loyales se préparaient avec ténacité à lancer une insurrection majeure contre les unités Françaises à faible diffusion en garnison à Marash, [Antep](#) et [Urfa](#). Des officiers expérimentés, y compris le capitaine kurde [Ali Kılıç](#), ont été envoyés par Mustafa Kemal pour organiser les unités tribales et les bandes *de chete* (combattants irréguliers) dans la région. Les forces turques à Marash étaient au nombre de 2 500. [Certains](#) d'entre eux étaient armés de vieux fusils de chasse et d'autres avec des [armes de mêlée](#). Avant la bataille, ils ont obtenu 850 fusils, 2 mitrailleuses, 2 canons (non utilisés pendant les combats), du bâtiment de la [gendarmerie](#) de Marash. [\[5\]\[13\]](#) Ceux qui n'ont pas d'armes à feu s'armeraient avec des fusils acquis de soldats tués Français. [\[5\]](#)

En janvier 1920, Français convois d'approvisionnement et les lignes de communication étaient régulièrement attaqués par les partisans et les Arméniens rapatriés étaient harcelés et poussés à quitter leurs maisons une fois de plus. [\[14\]](#) Le Français a tenté d'apaiser les éléments musulmans minoritaires ([Circassiens](#), [Alevis](#), [Kurdes](#)) à Marash en créant des unités de [gendarmerie](#), mais cela n'a enhardi les nationalistes turcs à hisser le drapeau turc sur la citadelle abandonnée de Marash et d'intimider les musulmans qui ont coopéré avec les Français. Les Français troupes à Marash comprenaient de nombreux Algériens, ainsi que des Arméniens qui avaient été récemment enrôlés, et il a été déclaré que ce dernier avait soi-disant « ennuyé la population locale, par leur attitude arrogante alors qu'ils se promenaient dans les rues dans leurs Français uniformes »[\[15\]](#). [\[16\]](#)

Voyant tout cela, le capitaine Pierre-Jean Daniel André, chef du détachement de

Marash, demanda des renforts supplémentaires, mais, en raison de l'indécision de son supérieur, le lieutenant-colonel Jean Flye-Sainte-Marie, il reçut l'ordre de se rendre à [Adana](#) pour informer le commandant de division, le général de brigade Julien Dufieux, de la situation. Dufieux accepta d'envoyer des hommes supplémentaires sous le commandement du général Quérette à Marash, mais le 17 janvier, à l'arrivée des renforts, les Français avaient déjà perdu l'initiative : des convois d'approvisionnement à Bel Punar et à El-Oghlu avaient été attaqués et une colonne de secours dirigée par le commandant du bataillon, le major Corneloup, avait été prise en embuscade. Le 21 janvier, le général Quérette convoque les notables musulmans de Marash à son quartier général situé dans une caserne du nord de la ville et leur présente des éléments de preuve indiquant leur complicité dans les attentats et leur demande de mettre fin aux [hostilités](#)<sup>[17]</sup>. Alors que les dirigeants parlaient, le chef de la police [turque, Arslan Toğuz](#), a sorti son pistolet et a tiré cinq coups de feu en l'air, marquant le début du soulèvement. <sup>[18][19]</sup>

## Battle and Siege



La majeure partie de la garnison Française de Marash était composée d'Arméniens (comme ceux de la [Légion arménienne Française](#) vu ci-dessus), d'Algériens et de Sénégalais.

Les premiers Français unités attaquées ont été les officiers qui accompagnaient la gendarmerie locale ou la garde debout. Les contingents de la garnison Française de Marash, au nombre de 2 000 hommes, furent séparés les uns des autres lors du siège de la ville. Il n'existait pas de communications directes entre Marash et le

quartier général de la division et le général Dufieux n'a été informé de l'insurrection que le 31 janvier, après que plusieurs Arméniens de la légion arménienne Française aient réussi à se déguiser en musulmans et à franchir les lignes de bataille. Il nomma immédiatement le lieutenant-colonel Robert Normand à la tête d'une expédition de secours, composée de trois bataillons d'infanterie et d'un demi-escadron de cavalerie, à Marash, et envoya des vols de reconnaissance aérienne, donnant de l'espoir aux Français assiégés, aux Arméniens et aux travailleurs humanitaires américains qui aidaient la population <sup>[20]</sup> Le colonel Robert Normand a raconté le compte de sa campagne en Cilicie, y compris la campagne de Marash dans son livre *Colonnes dans le Levant*. Le colonel Robert Normand a mené une brillante carrière dans l'armée Française, à son retour en France. Il a été promu au grade de général de brigade, le plus jeune de l'armée à atteindre le grade. Il devient finalement directeur du Génie la plus haute responsabilité dans le corps d'ingénierie. À ce titre, il est responsable de la construction de la Ligne Maginot en France. Il mourut, en tant que général de division, dans un accident de train en 1932.

Le 7 février, l'unité de Normand se dirigea vers la ville et commença à bombarder les positions turques avec de l'artillerie lourde. Le lendemain, il soulage la chronique de Cornelope, qui tient ses fonctions depuis deux semaines, et fait irruption pour atteindre le quartier général du général Quérette. À l'étonnement de Quérette, Normand dit qu'il était venu avec l'ordre du général Dufieux de commencer l'évacuation complète de la garnison Française de Marash, suivie par la population chrétienne et loyale musulmane. Quérette hésitait à effectuer un tel commandement, mais Normand affirmait qu'il n'y aurait plus de renforts ou de fournitures. C'est dans cet esprit que Quérette a accepté l'évacuation. <sup>[20]</sup> L'ordre d'évacuer ironiquement est venu exactement au même moment que les nationalistes turcs cherchaient un cessez-le-feu : à peine le général Quérette avait-il entamé des négociations avec le représentant turc, Dr Mustafa, quand Normand lui a dit de se préparer à évacuer. <sup>[21]</sup>

Vers 3 h du matin du 11 février, Quérette avait détruit les décharges de munitions restantes et s'appêtait à se glisser sous le couvert de l'obscurité. Ils n'ont toutefois pas pu le faire et 3 000 Arméniens ont réussi à s'enfuir avec les troupes Françaises dans une marche de trois jours et 121 km jusqu'à [Islahiye](#). Un millier de réfugiés arméniens étaient morts d'épuisement et du froid amer au moment où ils

atteignirent İslahiye le 13 février. <sup>[22][23][20][24]</sup>

Les Français victimes de la bataille ont inclus 160 tués, 280 blessés, 170 disparus ;

Le siège de Marash, trois semaines, s'est également accompagné du massacre des rapatriés arméniens. Selon les premiers rapports, le nombre de morts arméniens n'est pas inférieur à 16 000, bien qu'il ait ensuite été révisé à la baisse à 5 000 à 12 000, ce qui a été considéré comme des chiffres beaucoup plus probables. <sup>[26]</sup>

<sup>[27]</sup>Un chirurgien à l'hôpital allemand a rapporté qu'environ 3.000 Arméniens dans la région autour de l'église de [Saint-Etienne](#) avaient été tués par des villageois turcs, [kurdes](#) et [Tcherkess](#). <sup>[28]</sup>

Les Arméniens, comme ils l'avaient fait auparavant, ont cherché refuge dans leurs églises et leurs écoles. Il y avait six [église apostoliques arméniennes](#), trois églises [évangéliques arméniennes](#) et une cathédrale [catholique](#)<sup>[20]</sup>. Certains, qui avaient fui Saint-Etienne avant qu'il ne soit mis au flambeau, cherchèrent refuge dans le monastère [franciscain](#), tandis que d'autres se cachaient encore dans une savonnerie, subsistant sur des réserves de [fruits secs](#), de [tarhana](#) et d'huile d'olive pendant plusieurs jours avant que les Turcs ne les atteignent. <sup>L'hôpital</sup> de secours américain a été lamentant le 22 janvier. Les légionnaires arméniens tentèrent de défendre, mais furent finalement [débordés](#)<sup>[29]</sup>. Toutes les églises et finalement tous les districts arméniens ont été mis en flammes. <sup>[30][31][32]</sup> Le sort des Arméniens n'a été exacerbé que lorsque les Français ont décidé de se retirer le 10 février<sup>[32]</sup>. Lorsque les 2 000 Arméniens qui s'étaient réfugiés dans la cathédrale catholique ont tenté de suivre la retraite, ils ont été abattus par des tirs de fusils et de mitrailleuses turcs. <sup>[25]</sup>

## Aftermath[

Lors [de](#) la Conférence de Londres en février 1920, le [Conseil suprême allié](#), qui travaillait à l'époque sur les détails d'un traité de paix qu'il présenterait au gouvernement ottoman, fut étonné par la nouvelle de la défaite de l'armée

française et du massacre des Arméniens à Marash. <sup>[33]</sup> Le haut commandement Français n'a toutefois pas indiqué publiquement que quelque chose de grave s'était produit. En interne, cependant, ils ont été étonnés par cette initiative lancée par les nationalistes turcs. <sup>[25]</sup> La bataille et le massacre ont été discutés avec ferveur dans la presse européenne et américaine, ainsi que le [Parlement britannique](#). Lloyd George s'inquiétait de l'existence de l'armée de soldats réguliers d'Atatürk, blâmant les mauvais renseignements <sup>militaires</sup><sup>[34]</sup>. Le rôle du colonel Normand dans l'ordre de l'évacuation, en particulier, suscita la controverse, alors que les membres de l'état-major du général Dufieux soutenaient qu'aucun ordre d'évacuation n'avait jamais été donné. Dufieux, cependant, a été inexplicablement dit par le commandant supérieur et général de [l'armée du Levant Henri Gouraud](#) qu'il devrait laisser tomber l'affaire. <sup>[25]</sup><sup>[35]</sup> Français le colonel Édouard Brémond, l'administrateur en chef de la zone d'occupation, réfléchit à la décision dans ses mémoires :

*La décision de la retraite reste un mystère. Il n'a pas été fabriqué à Beyrouth, ni à Adana, mais à Marash. Il ne semble pas y avoir de doute que l'ordre de départ n'aurait pas été donné si une tenue sans fil avait été disponible à Marash permettant une communication ininterrompue avec Adana.* <sup>[36]</sup>

Quelques années plus tard, il déclara franchement : « Le colonel Normand n'a pas pris d'ordre pour l'évacuation; il l'a donné [l'accent dans l'original]. <sup>[36]</sup> Dans sa propre analyse du conflit, le travailleur humanitaire américain Stanley E. Kerr attribue le *retrait, entre autres*, à la position intenable que l'armée française elle-même avait assumée, à son incapacité à fournir des fournitures adéquates à ses hommes et à son incapacité à effectuer des travaux de renseignement<sup>[36]</sup>. <sup>[37]</sup>

À [Constantinople](#), des représentants militaires alliés ont poussé à menacer le gouvernement ottoman pour l'affaire, tandis que les Français simultanément exploré la possibilité d'atteindre un [modus vivendi](#) avec Atatürk. Le Conseil suprême allié a délibéré sur la meilleure façon de réagir; certains des délégués présents, y compris Lloyd-George, ont insisté pour que de fortes pressions soient exercées contre le gouvernement ottoman pour prévenir de nouvelles atrocités. D'autres diplomates étaient sceptiques quant à cette idée. <sup>[38]</sup> Les fonctionnaires

ont également convenu que le gouvernement ottoman devrait écarter Atatürk du bureau, bien qu'ils aient admis qu'une telle mesure était peu pratique, puisque le gouvernement ottoman n'a tenu aucun contrôle sur Atatürk, qui dirigeait un gouvernement turc de contre-en Anatolie. Malgré les objections formulées par le [British War Office](#), une décision fut finalement prise le 10 mars[39]. Les dirigeants britanniques, Français et italiens ont accepté d'autoriser [l'occupation](#) formelle de Constantinople , qui a été effectuée par les forces sous le commandement du général [George F. Milne](#) dans la matinée du 16 mars. La décision a été prise <sup>[40]</sup>

Le 7 avril 1925, Marash est devenue l'une des deux villes de Turquie à recevoir une [médaille turque de l'indépendance](#) (l'autre ville étant [Inebolu](#)). <sup>[41]</sup>

source : wikipedia

---



A lire dans : [houshamadyan.org](http://houshamadyan.org)

l'histoire des Tabakian (Panos était boulanger) , qui vivaient près de l'église St Sarkis (Serge)

& les Akelian